

ANALYSE L'ampleur de la contestation contre la présence française en Afrique prend Paris au dépourvu. **13**

RELIGIONS Le diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg vient de nommer sa première déléguée épiscopale. **15**

leMAG Un livre analyse les spécificités des rappeuses. Pionnières ou en plein essor, à l'image de KT Gorique. **19**

WEEK-END

SOLIDARITÉ
11
LE COURRIER
VENDREDI 12 JUIN 2020

Un nouveau scandale d'espionnage illégal par l'Etat a éclaté en Colombie au mois de mai. Les journalistes et les défenseurs des droits humains sont dans la ligne de mire

Société civile épiée

CHRISTOPHE KOESSLER

Colombie ▶ Écoutés, suivis, épiés... Journalistes, défenseurs des droits humains, magistrats, élus et autres trouble-fêtes ont fait à nouveau les frais d'une opération spéciale de surveillance entre février et décembre 2019 en Colombie. La revue locale *Semana* le révélait le 1^{er} mai: alors que dans les années 2000 ce sont les services secrets colombiens (DAS) qui étaient impliqués dans ce type d'espionnage illégal, cette fois, ce sont plusieurs unités de l'armée qui se sont livrées à ces activités, avec l'aide d'une agence de renseignement étasunienne. En tout, 130 personnes ont été ciblées, dont Nicholas Casey, correspondant du *New York Times*, et José Miguel Vivanco, directeur pour les Amériques de Human Rights Watch. Parmi elles également, l'avocat colombien German Romero, qui défend sans relâche depuis une quinzaine d'années de nombreuses victimes de crimes commis par l'armée. Le militant, accompagné en Colombie par l'ONG Peace Brigades International (PBI), est constamment victime de menaces et d'intimidations, de même que sa famille. Récemment, son ordinateur lui a été subtilisé. Pour lui, cette affaire n'augure rien de bon alors que les accords de paix signés en 2016 avec la guérilla des FARC ne sont globalement pas respectés par le gouvernement. Interview.

Avez-vous été surpris par cette nouvelle affaire d'espionnage de la société civile?
German Romero: Non. C'est une pratique courante et bien documentée en Colombie depuis des décennies. L'espionnage des opposants et de la société civile est intégré aux manuels de formation des forces de sécurité et de plusieurs autres institutions étatiques depuis la fin des années 1970. L'affaire révélée par *Semana* n'est qu'un échantillon de ce qui se passe réellement.

Ces nouveaux cas révélés le 1^{er} mai ont-ils des particularités ?

Avec les réseaux sociaux et les communications, les services secrets établissent en détail le cercle des contacts de la personne ciblée. Cela met en péril, encore davantage que par le passé, les connaissances, collègues et amis de la victime. Car il faut rappeler que ces renseignements sont utilisés pour menacer, mener des attentats ou assassiner des leaders sociaux et leur entourage.

De nombreuses personnes espionnées enquêtaient sur des crimes présumés

commis par des responsables de l'armée et de l'Etat. Qu'en déduire?

Je n'ai aucun doute sur le fait que la collecte de cette information peut se terminer par des menaces ou des attaques contre ceux qui enquêtent pour publier des informations ou pour amener ces cas devant la justice. La Colombie est profondément minée par le militarisme. La justice en tremble, y compris les juridictions mise en place dans le contexte du postconflit. Je ne suis pas très optimiste sur les résultats qu'elles pourront obtenir.

Pourquoi figurez-vous dans la liste des personnes espionnées?

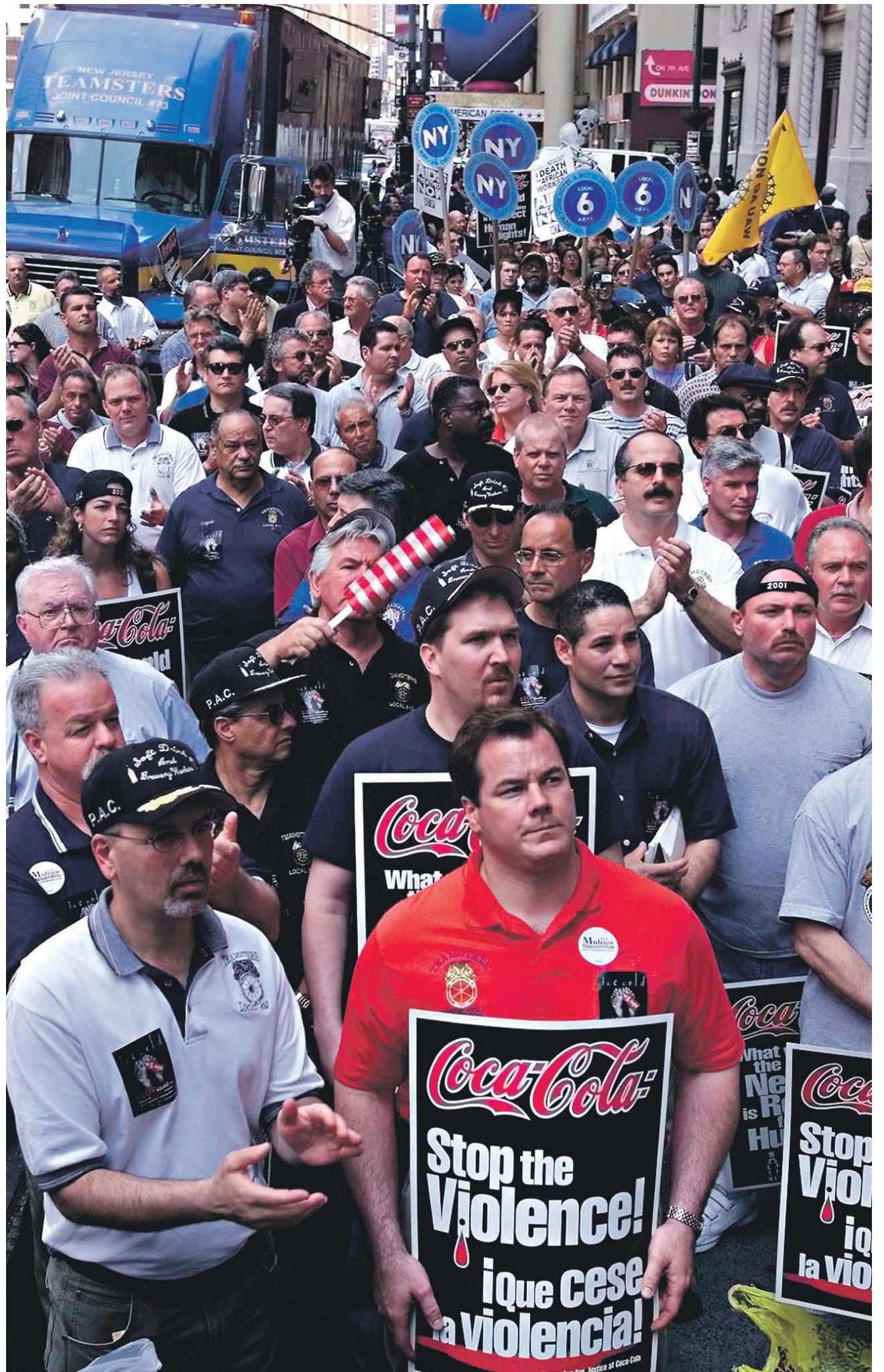
Je sais que depuis dix ans toutes mes communications et mouvements sont surveillés par l'armée. Notre équipe d'avocats de DH Colombia (*réseau de défenseurs des droits humains, ndlr*) a intenté des procès à une douzaine de généraux et de colonels pour de nombreuses violations des droits humains. L'année passée, nous avons obtenu de la Cour suprême trois jugements exemplaires contre plusieurs gradés pour des disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires. A partir de cas précis, nous avons mis à jour l'existence d'une structure criminelle d'ampleur au sein de l'armée.

Le gouvernement a-t-il pris des mesures efficaces?

Pas du tout. Je vous donne un exemple qui illustre bien la situation. Nous avons réussi en 2008 à obtenir un mandat d'arrêt contre le colonel Diego Luis Villegas Muñoz pour un cas bien documenté d'exécution extrajudiciaire. Non seulement il n'a pas été arrêté, mais l'armée l'a peu après promu général. Nous avons questionné cette nomination devant le Congrès, mais rien ne s'est produit. Au contraire: son mandat d'arrêt a été révoqué sans raison, puis ce monsieur a été nommé à la tête d'un groupe de travail du gouvernement chargé de penser à «l'armée du futur». Juste après, il a pris la tête d'une unité de l'armée dans la

«Ces renseignements sont utilisés pour menacer, mener des attentats ou assassiner des leaders sociaux et leur entourage»

German Romero



Le fichage militarisé des opposants met leur vie en danger dans une Colombie où les passerelles entre militaires et paramilitaires n'ont jamais été coupées. KEYSTONE

région du Catatumbo, où s'est produit, à nouveau sous son commandement, un cas d'assassinat d'un ex-guérillero en avril 2019. Et rien n'a été entrepris contre lui. La Juridiction spéciale pour la paix, qui devait réexaminer son cas, ne fait rien non plus.

Les assassinats de défenseurs des droits humains ont fortement augmenté depuis l'arrivée à la présidence d'Ivan Duque en 2018, en dépit de la signature des accords de paix. Quelle est la responsabilité du gouvernement?
Le gouvernement a permis et facilité

la libre circulation et les opérations des groupes paramilitaires. Il a appliqué une stratégie de militarisation de zones du pays affectées par la culture de coca et les économies illégales ainsi que celles concernées par l'extraction de minerais et de mégaprojets. Or ce sont dans ces mêmes régions que les paramilitaires sont les plus actifs. De deux choses l'une, soit l'armée est très naïve et incapable de voir ce qui se passe, soit elle est elle-même perméable à ces groupes criminels. Dans tous les cas, la corruption est telle au sein de l'armée que certains gradés distribuent

«Il est impossible que le gouvernement n'ait pas été au courant» German Romero

des armes à des civils – des enquêtes l'ont démontré. Plusieurs cas récents de transmissions d'informations de l'armée à certains groupes paramilitaires ont aussi été documentés. ...

... Sait-on dans quelle mesure le gouvernement est impliqué dans cette nouvelle affaire d'espionnage?

Plusieurs médias colombiens ont révélé que les informations ainsi récoltées étaient transmises à certaines personnalités du parti au pouvoir et à des membres du gouvernement. Il est impossible que ce dernier n'ait pas été au courant. L'articulation entre

les informations obtenues par l'armée et les agissements du gouvernement a par ailleurs été démontrée dans plusieurs cas.

Le gouvernement a réagi en relevant de leurs fonctions onze militaires. Un pas a été fait dans la bonne direction?

Il ne s'agit là à mon sens que de contrôler les dégâts et de se défausser sur certaines personnes.

C'est une pratique courante en Colombie quand des scandales sont révélés.

La Cour suprême a décidé d'ouvrir une enquête contre l'ex-président et sénateur Alvaro Uribe, accusé d'être le récipiendaire de l'information collectée par l'armée, et, en dernier ressort, le marionnettiste du gouvernement

Duque. Que peut-on attendre de cette procédure?

En Colombie, la justice n'est pas véritablement indépendante de l'armée et la Cour suprême n'échappe pas à la règle. De nombreuses procédures sont en cours dans plusieurs juridictions contre Alvaro Uribe, mais aucune d'elle n'avance. D'autre part, se focaliser sur lui uniquement serait une erreur. Il repré-

sente tout un réseau de pouvoir lié notamment aux grands propriétaires terriens. Et à ce stade, rien ne confirme que le Ministère public (*Fiscalía*) va se saisir de cette dernière affaire d'espionnage, alors qu'il est le seul habilité à agir contre des responsables politiques et militaires en poste.

En 2011, le bureau des services secrets de l'époque (DAS) avait

été démantelé à la suite d'une affaire similaire. Est-ce que les coupables ont été jugés?

Très peu de condamnations ont été prononcées. Les fonctionnaires ayant joué des rôles mineurs sont ceux qui ont écopé des peines les plus lourdes. Dans l'ensemble on peut parler d'impunité, c'est pour cette raison que cela a pu se reproduire. I

Médias, cibles de choix

CHRISTOPHE KOESSLER

Les journalistes, tant colombiens qu'étrangers, ont été parmi les principales cibles des services secrets de l'armée en 2019, selon *Semana*. Parmi elles, le reporter étasunien Nick Casey, correspondant du *New York Times*. Dans un document de 15 pages intitulé «Travail spécial N° 1» apparaissent ses données biographiques, ses coordonnées, son lieu de vie et une partie de ses contacts représentés sous un schéma digne d'un roman policier, rapporte le grand magazine colombien. M. Casey est dans le collimateur depuis le printemps 2019, lorsqu'il avait révélé qu'un général avait ordonné à ses troupes de doubler le nombre de criminels et de membres de la guérilla arrêtés ou tués. Une incitation à de graves dérives dans le contexte colombien: dans les années 2000, l'armée avait assassiné de nombreux civils innocents afin de les faire passer ensuite pour des guérilleros morts au combat (scandale des «faux positifs»). Menacé, Nick Casey a été contraint de quitter le pays en mai 2019.

C'est l'espionnage de ce reporter qui aurait déclenché, en effet domino, la surveillance de ses confrères, estime *Semana*. A commencer par ses compatriotes les plus proches, Juan Forero (*The Washington Post*, *The Wall Street Journal*), John Otis

(National Public Radio) et la photjournaliste Lynsey Addario.

Cette dernière avait été ciblée pour des photos de la guérilla de l'ELN prises dans la région du Chocó en février 2019 pour la revue *National Geographic*. Les espions de l'armée n'avaient donc pas pour seul but d'intimider et de discréditer les journalistes qui enquêtaient sur la corruption et les mauvaises pratiques de l'armée, mais aussi d'atteindre les sources des journalistes, principalement les membres des guérillas, en conclut l'hebdomadaire.

Complicités aux Etats-Unis

Cette affaire aurait pu déclencher de fortes réactions officielles aux Etats-Unis, d'autant que des équipements d'espionnage et des centaines de milliers de dollars ont été mis à disposition par une agence des services secrets étasuniens (non identifiée). On ne trouve cependant pas de trace d'indignation de Washington dans la presse. Le *New York Times* s'en offusque: «Il est inacceptable que des ressources fournies par les Etats-Unis pour combattre la contrebande de drogues soit utilisées pour espionner des reporters américains. Le Pentagone doit aussi évaluer comment il contrôle l'usage de son aide», commentait le quotidien le 8 mai.

Une fois lancée sur les journalistes étasuniens, l'armée s'en serait prise aux Colombiens. Et pas n'importe lesquels

non plus: *Semana* mentionne parmi les plus connus María Alejandra Villamizar, analyste d'une des principales chaînes de télévision du pays, Caracol.

Semana sous écoute et menacé

Semana lui-même a été mis sous surveillance. Ses journalistes et leurs rendez-vous avec leurs sources ont été épiés et un véhicule banalisé appartenant à l'armée, stationné durant plusieurs mois devant les locaux du magazine, contenait du matériel visant à intercepter le contenu des téléphones des collaborateurs. Puis, à partir de janvier dernier, alors que la rédaction préparait la publication de son enquête, les reporters ont reçu des menaces de mort.

Les médias indépendants ont aussi fait l'objet d'une attention particulière. Comme la majorité des douze jeunes journalistes qui œuvrent au sein de *Rutas del conflicto* (Routes du conflit), un média alternatif spécialisé dans des enquêtes sur la corruption et l'ordre public.

La pointe de l'iceberg?

Ces cas pourraient ne constituer que la pointe de l'iceberg. C'est du moins l'avis d'un journaliste français freelance établi en Colombie depuis une quinzaine d'années, qui collabore avec de nombreux médias de renom en Europe: «Les équipements d'espionnage fournis à l'armée par

les Etats-Unis ont la capacité de mettre sur écoute plusieurs dizaines de milliers de téléphones portables à la fois. Je ne vois pas pourquoi ils se limiteraient à 130», analyse le reporter qui souhaite garder l'anonymat. Lui-même et son collègue figurent parmi les journalistes espionnés: «Le nom de mon collaborateur a été mentionné par *Semana* dans l'article et son nom s'y trouve associé à la guérilla de l'ELN alors qu'il ne faisait que suivre son commandant sur Instagram. C'est une pratique discutable de la part de l'hebdo de publier le nom des journalistes visés ainsi que leurs réseaux, sans même leur demander leur autorisation», relève le reporter hexagonal. Il souligne que des acteurs mal intentionnés pourraient faire mauvais usage de l'information publiée par la revue. Reporters sans frontières et l'Association de la presse internationale en Colombie (APIC) ont rappelé à l'ordre l'hebdomadaire à ce propos dans un communiqué le 7 mai.

Les mêmes organisations appellent le gouvernement à prendre de nouvelles mesures de sécurité pour protéger tous les journalistes concernés, demandent des clarifications au Ministère de la défense, et sollicitent les autorités judiciaires pour mener des enquêtes complètes. Elles rappellent que ce Ministère et le gouvernement avaient été mis au courant dès le 13 janvier et qu'ils n'ont pas pris la peine d'en informer les intéressés. I

Journalistes étrangers «censurés»

Fin 2018, La Fondation colombienne pour la liberté (Flip) de la presse et Reporters sans frontières avaient tiré la sonnette d'alarme. De plus en plus de journalistes étrangers se voient refuser des visas pour entrer en Colombie.

Depuis l'adoption d'un nouveau règlement en décembre 2017, les reporters de l'extérieur doivent désormais pouvoir justifier de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle en journalisme pour pouvoir exercer leur métier en Colombie. Or la reconnaissance de ce métier sur les plans national et international ne dépend pas nécessairement d'un tel diplôme, de nombreux autres chemins menant à cette profession. La Cour constitutionnelle colombienne l'avait reconnu dans une sentence prononcée en 1998.

Interrogé par un journal colombien en septembre 2018, le ministre des Affaires étrangères d'alors, Carlos Holmes Trujillo, avait nié l'application de cette nouvelle réglementation, en dépit des témoignages des journalistes étrangers. Cette pratique a pourtant continué à être imposée depuis, confirme notre collègue français en poste en Colombie (lire ci-dessus), qui s'est lui-même vu nié le renouvellement de son visa alors qu'il exerce son métier depuis plus de dix ans dans ce pays: «Ma formation n'a pas été reconnue. Du coup, j'ai demandé un visa en tant que propriétaire immobilier – ma situation m'y donne droit – mais des tracasseries administratives sans fin m'ont été imposées et on me l'a aussi refusé», témoigne-t-il. Même topo pour la correspondante régulière du *Courrier* en Colombie, Laurence Mazure, qui n'a pu obtenir le renouvellement de son visa en 2020: «C'est la première fois depuis vingt ans que cela m'arrive. On m'a demandé à trois reprises, et sans explication, de renvoyer les mêmes justificatifs.» Les deux journalistes ne peuvent désormais se rendre en Colombie que comme touristes, sans avoir le droit d'exercer leur profession. Pour la Flip, il ne s'agit ni plus ni moins d'une «censure collective» imposée aux journalistes étrangers. CKR

L'ONU rappelle la Colombie à l'ordre

Le 19 mai, le Comité des droits civils et politiques des Nations Unies a rappelé au gouvernement colombien son devoir de lutter contre l'impunité à partir d'une affaire qui remonte à 2002. Après avoir examiné une plainte du Centre Europe tiers monde (CETIM) et du Comité colombien de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP), l'ONU a tranché en leur faveur. Ces ONG reprochaient à Bogota de ne pas avoir mené une enquête pour rechercher les auteurs intellectuels de l'assassinat d'Adolfo Múnera López, militant du syndicat Sinaltrainal, tué à Barranquilla en 2002.

Si le tueur à gages avait bel et bien été condamné sous la pression de la société civile, rien n'aurait été fait pour retrouver les commanditaires du meurtre du syndicaliste qui travaillait pour Coca-Cola. L'Etat n'avait pas non plus mené d'investigation sur la responsabilité éventuelle de la multinationale étasunienne, alors même que des liens de certains dirigeants de l'entreprise avec des paramilitaires avaient été démontrés, indique le CETIM.

Dans sa décision de 14 pages, le comité de l'ONU a analysé la situation: «Selon les autorités judiciaires, M. Múnera López avait été assassiné en raison de son statut de dirigeant syndical et il était fort probable qu'il y ait un ou plusieurs auteurs intellectuels du meurtre. Il y a eu de nombreux cas d'assassinats

de syndicalistes et d'autres dirigeants communautaires dans cette région au cours de la même période.»

La conclusion du comité est sans appel: «Le gouvernement ne fournit aucune information sur les mesures prises pour l'enquête sur la paternité intellectuelle du meurtre. Par conséquent, en l'absence de toute information indiquant que l'Etat partie a rempli son devoir de diligence raisonnable en établissant la vérité sur les circonstances du meurtre, le Comité conclut que l'Etat a violé les droits de M. Múnera López et de sa famille.»

Pour Frankin Castañeda, avocat du CSPP à Bogotà, la portée de cette décision va bien au-delà du cas présent. «Les Nations Unies rappellent à l'Etat son obligation générale d'enquêter de façon complète sur ces crimes. Or en Colombie on constate une impunité quasi totale des auteurs intellectuels des violences contre les syndicalistes et militants.» M. Múnera López était le 44^e syndicaliste assassiné dans la région de Barranquilla à cette époque, informe-t-il.

«Aujourd'hui, près de vingt ans après, nous nous trouvons dans la même situation. Les assassinats de leaders sociaux ont à nouveau augmenté, 130 syndicalistes ont été agressés en 2019 et aucun commanditaire n'a été mis en examen. La décision du comité arrive donc à point nommé et son application est obligatoire pour l'Etat colombien



Le 17 avril 2002, des travailleurs étasuniens dénonçaient les violences antisyndicales devant une AG de Coca-Cola. En août, Adolfo Múnera López, syndicaliste colombien de la multinationale, était assassiné. KEYSTONE

comme l'a rappelé notre Cour constitutionnelle», explique l'avocat. Ce document pourra servir d'outil aux organisations de défense des droits humains pour contraindre le gouvernement à changer sa pratique.

Le cas de M. Múnera López rappelle que les syndicalistes des grandes multinationales sont particulièrement exposés à

la violence en Colombie. Nestlé compte à elle seule 18 syndicalistes assassinés à ce jour (depuis 1986), dont trois en 2018 (lire notre édition du 29 mai 2018). Coca-Cola en comptabilise une bonne dizaine. L'an dernier, l'actualité est venue rappeler que cette entreprise dispose d'une sorte de service de renseignements maison. Son chargé des

«enquêtes basiques et spéciales» cette année-là, Julián Villarraga, a été arrêté et inculpé dans le cadre d'une enquête sur une autre opération d'espionnage illégal, informant plusieurs médias colombiens. Cet homme a longtemps été employé par différents services secrets et de sécurité colombiens avant de passer chez Coca-Cola. CKR